

Bayrou et le budget : charmer les marchés, flouer les travailleurs

Quarante milliards d'euros. La semaine dernière, le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a chiffré les « efforts supplémentaires » à réaliser dans le budget 2026. Ces 40 milliards, le gouvernement s'apprête à les retirer aux services publics, aux hôpitaux, aux écoles, aux collectivités. Et tout simplement les voler à ceux qui financent et utilisent ces services : les travailleurs et les classes populaires.

Faire des économies dans les poches des autres

Bayrou, pourtant plus impopulaire que jamais, a enfoncé le clou par une conférence le lendemain. Il l'a voulu « pédagogique ». Et le voilà qui nous sermonne à grands coups de graphiques colorés et de PIB par habitant : « *Nous ne travaillons pas assez.* » Nous ? C'est sûr qu'en termes de pédagogie, le Premier ministre n'a pas beaucoup travaillé : la rengaine est réchauffée. Les exploiteurs répètent sur tous les tons que les travailleurs doivent suer toujours plus de profit.

Une internationale de brigands

Il a qualifié l'attitude de Trump avec l'Ukraine et les annonces des nouveaux droits de douane de « *tsunami* », de « *cyclone* », de « *coup de théâtre* »... Quel cinéma, oui ! Car les politiques menées ne sont pas si différentes. À voir Bayrou se languir de l'état des finances du pays il y a trente ans, ou parler du général de Gaulle la larme à l'œil, on pouvait le croire à deux doigts de scander « *Make France Great Again* ».

Macron propose d'accueillir les chercheurs américains attaqués violemment par Trump, mais Bayrou a taillé lui aussi dans le budget 2025 de l'enseignement supérieur 1,5 milliard d'euros il y a deux mois, environ -6 %. Cela n'a pas empêché le même Bayrou de se plaindre dans son discours de la gestion du budget de ses prédécesseurs : « *Nous aurions dû investir dans la recherche.* »

Et quand il qualifie Trump ou Poutine d'agresseurs, c'est pour mieux justifier l'augmentation des dépenses militaires : voilà un secteur où l'État ne compte pas faire d'économies. Pour défendre son profit et ses

marchés contre le requin d'à côté, il faut du matériel. Et tous ces dirigeants entendent mettre au pas la classe ouvrière, à l'usine ou pour le front.

Travailleurs de tous les pays : unissons-nous !

Une seule étincelle cocasse dans cette soupe rodée pour les marchés : Bayrou a cité Lénine et Trotski ! « *Seule la vérité est révolutionnaire.* » Est-ce que les livres des militants communistes sont arrivés sur sa table parce que le spectre d'une révolution lui donne quelques sueurs froides ? Car à trop tirer sur la corde, on ne sait jamais quand elle craque. Ça, tous les politiciens de la bourgeoisie le savent.

Elle a craqué par exemple en Turquie où des centaines de milliers de manifestants remettent en cause le régime du dictateur Erdogan après un énième abus de pouvoir. Une révolte qui pourrait bien se développer et impacter toute la région moyen-orientale, que les capitalistes ont transformé en un nœud sanglant, mais aussi l'Europe, pour laquelle la Turquie fait le garde-frontière mercenaire. Une possibilité loin d'être isolée, alors que les mouvements de révolte se multiplient ces dernières années aux quatre coins de la planète.

C'est une possibilité et c'est une nécessité. C'est en refusant leurs budgets, leur agenda, leur monde, c'est en prenant nos affaires en main, que nous pourrons opposer à leur internationale de brigands notre solidarité internationale de travailleurs. C'est le sens historique de la journée de grève et de manifestation du 1^{er} mai, que le mouvement ouvrier a institué il y a presque 150 ans, notamment pour exiger la réduction du temps de travail. Soyons nombreuses et nombreux dans la rue ce jour. Lénine et Trotski apprécieront. Bayrou pas sûr.

**À Besançon, manifestation jeudi 1^{er} mai
10 h 30 esplanade des Droits de l'homme (cour de la mairie)**

Les salaires en berne

Le gouvernement a gelé le point d'indice des fonctionnaires. Ainsi nos salaires n'augmenteront pas cette année. Rappelons que si le Sécurité sociale a permis une augmentation de nos revenus, cela c'est fait sous la pression de la population, stupéfaite et révoltée devant le triste état des hôpitaux pendant le Covid. Cette augmentation faisait suite à dix ans de blocage des salaires. Ils prévoient donc de faire encore diminuer notre pouvoir d'achat. Le gouvernement prévoit 40 milliards d'économies, notamment sur les services publics. Tout cela pour compenser les cadeaux faramineux faits aux industriels ces dernières années. Le quoi qu'il en coûte concerne les plus riches.

Rétropédalage ?

La direction semble ennuyée par la publicité faite autour de la potentielle fermeture de l'Étape et du management du service C. Il est vrai qu'en matière de communication, les dirigeants du C ont bien des progrès à faire avant qu'il n'y ait plus de personnel dans ce service que tout le monde semble fuir.

La honte ne tue pas

32 laboratoires pharmaceutiques ont envoyé une lettre à la présidente de la Commission européenne. Prétextant les hausses de droits de douane américains, ils demandent entre autres l'augmentation du prix des médicaments et la baisse de leurs impôts... alors que leurs bénéfices sont pharaoniques. Dans le même temps, Bayrou veut dérembourser des médicaments, soi-disant pour assainir les comptes de la Sécurité sociale. Donner aux riches et prendre aux travailleurs, une politique qui ne change pas quel que soit le gouvernement.

Ratio soignants-soignés : de la poudre aux yeux !

La loi sur les ratios soignants-soignés a été votée, mais entre 2020 et 2022, le nombre de postes vacants est passé de 10 000 à 60 000 dans les hôpitaux. La dégradation des conditions de travail, les salaires qui n'augmentent pas, le recrutement au compte gouttes font que les professionnels quittent le service public, voire changent de métier. Ce sont les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, qui en portent la responsabilité. Et les dernières annonces de Bayrou montrent qu'il n'y a pas de changements à attendre de ce côté. Seule notre lutte pourra inverser la tendance.

Un problème à la MAS ?

Il n'y a pas une semaine sans que la direction n'envoie un mail, recherchant des agents pour faire

des heures supplémentaires à la MAS. Visiblement, vu les conditions de travail on ne peut pas dire que ça se bouscule. Une situation qui finit par lasser.

Des avancements au compte gouttes

C'est la période des recrutements pour pouvoir bénéficier d'une formation professionnelle. Néanmoins, les places sont chères, et peu nombreuses seront nos collègues à pouvoir faire l'école d'aides-soignante ou d'infirmière. Ce ne sont pourtant pas les besoins qui manquent. Mais dans ce cas comme dans les autres, il n'y a pas de petites économies.

Un exemple à suivre

Nos collègues des Salins de Brégille se sont mises en grève jeudi dernier. Elles demandent des augmentations de salaire. Certains aides-soignants ne perçoivent pas le Smic et les salaires sont environ 15 % moins élevés que dans les hôpitaux. Beaucoup d'agents ont donc quitté l'établissement et les conditions de travail se dégradent. Certains patients ne bénéficient plus que d'une douche par semaine et les séances de kiné sont passées de deux à une par jour. Une chanson qui nous parle, car la situation est générale. C'est donc ensemble qu'il faudrait nous mobiliser.

Les urgences débordées

Pendant l'épidémie de grippe, des dizaines de services d'urgence ont été débordés avec parfois des temps d'attente **de** trois jours sur un brancard. En cause le manque de moyens donnés aux hôpitaux, car il n'est pas difficile d'anticiper une épidémie qui revient chaque hiver. Dans certains hôpitaux, des grèves ont permis d'arracher des embauches. Il est temps d'imposer notre résistance collective.

Mort d'un dealer d'opium du peuple

Le pape est mort. Il s'était illustré par une tentative de modernisation de l'Église : soutien à Gaza, aux migrants, adoucissement du discours sur les homosexuels. Mais derrière ce vernis progressiste, il était resté fidèle aux fondamentaux : défense de la famille, de la propriété privée, hostilité à l'avortement. Son soutien à la dictature de Videla dans l'Argentine des années 1980 et la défense des prédateurs au sein de l'Église en ont fait un fidèle défenseur de l'ordre, comme tous ses prédécesseurs. S'il ne reviendra pas à la vie comme Jésus à Pâques, pas de doute que les idées réactionnaires de l'Église qu'il a défendues toute sa vie seront ressuscitées à nouveau par son successeur.